



26 janvier 2016

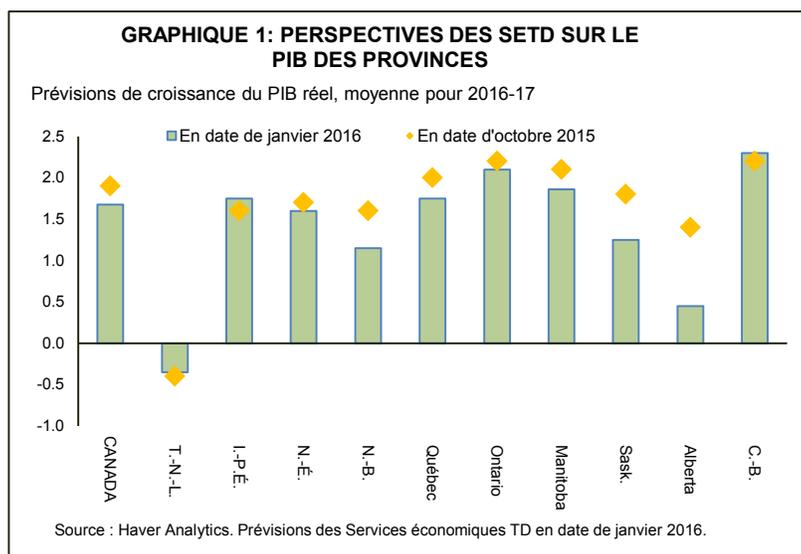
LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET L'ONTARIO TIENNENT LE FORT

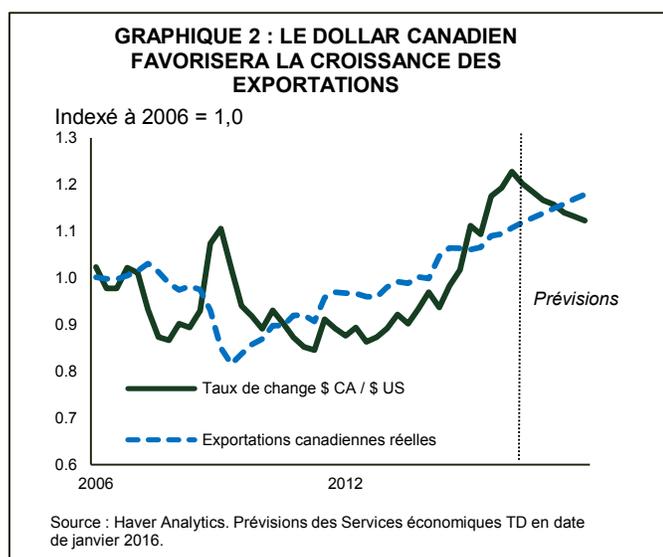
Faits saillants

- Les Services économiques TD ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance trimestrielles depuis la dernière mise à jour sur les économies provinciales, en octobre 2015. Ces révisions s'appliquent à l'ensemble des provinces, la plupart ayant connu une année économiquement difficile. Nous prévoyons toujours une expansion de l'économie dans l'ensemble des provinces cette année, mais à un rythme plus lent que ce que nous avons envisagé.
- Bien que les grandes lignes sous-tendant nos prévisions régionales demeurent largement inchangées, le choc pétrolier a eu des répercussions plus profondes, prolongées et vastes que ce qui avait été anticipé. Néanmoins, les effets du coup dévastateur porté à court terme à l'investissement et à la croissance du PIB réel devraient commencer à s'estomper au cours de la deuxième moitié de l'année.
- La Colombie-Britannique et l'Ontario commencent l'année 2016 avec la meilleure impulsion, et leur PIB réel devrait atteindre 2 % au cours des deux prochaines années. L'économie des autres provinces consommatrices de pétrole, soit le Québec, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, devrait connaître une expansion se situant à mi-chemin entre 1 % et 2 % en 2016 et 2017.
- Les provinces productrices de pétrole continueront à faire face à des vents contraires cette année. Le PIB réel en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador devrait se contracter pour une deuxième année consécutive, et les taux de chômage atteindront probablement de nouveaux sommets au cours des prochains mois. Une stabilisation des cours du pétrole est attendue d'ici 2017, ce qui devrait se refléter dans les conditions économiques.

Quel que soit l'angle d'approche, les provinces canadiennes ont connu une année économiquement difficile. La croissance économique dans la plupart d'entre elles n'a probablement pas atteint les chiffres dont faisaient état nos prévisions. Pis encore, l'année s'étant terminée plutôt sous le signe de l'agneau que du lion, la présente mise à jour contient des révisions à la baisse de la plupart des prévisions de croissance d'un océan à l'autre en 2016. Nous prévoyons toujours une expansion de l'économie pour l'ensemble des provinces cette année, mais à un rythme plus lent que nous l'avions d'abord envisagé. En effet, seules la Colombie-Britannique et l'Ontario devraient atteindre une croissance du PIB réel supérieure à 2 %.

Nonobstant ces modifications aux prévisions, les grandes lignes sous-tendant nos perspectives régionales n'ont pas changé depuis la dernière publication





des prévisions économiques provinciales en octobre 2015. Les répercussions du choc pétrolier sur l'économie de l'Alberta, de Terre-Neuve-et-Labrador et, dans une moindre mesure, de la Saskatchewan continueront indéniablement à se faire sentir, mais les effets du coup dévastateur porté à court terme à l'investissement et à la croissance devraient commencer à s'estomper d'ici la deuxième moitié de l'année. Le terrain sera alors plus propice au retour d'une croissance modeste – et à l'atténuation de la forte tendance à la hausse des taux de chômage – en Alberta et en Saskatchewan. Nous sommes moins optimistes quant aux possibilités de redressement à court terme de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador, où un recul des dépenses en immobilisations pourrait retarder encore davantage la reprise économique.

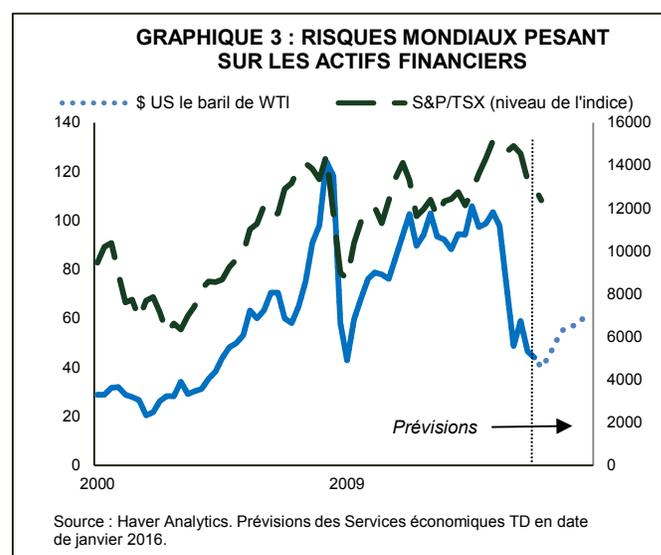
Ailleurs, la croissance provinciale faible à modérée est le reflet d'un entrelacement d'influences atténuantes. Les prévisions de gains solides en continu du côté de la demande intérieure américaine et la faiblesse du dollar canadien devraient entraîner une accélération généralisée des exportations provinciales. Cette accélération se répercutera sur l'investissement hors énergie ainsi que dans les domaines connexes du secteur des services. À l'inverse, le faible taux de change limitera le pouvoir d'achat des ménages, plusieurs étant lourdement endettés, particulièrement dans les régions où les prix des propriétés sont élevés. Cependant, les dépenses de consommation dans les provinces consommatrices nettes de pétrole semblent sur le point de connaître une modeste expansion, puisque les marchés de l'emploi continuent de créer des emplois et que les taux d'intérêt demeurent faibles. La migration interprovinciale en provenance des économies axées sur le

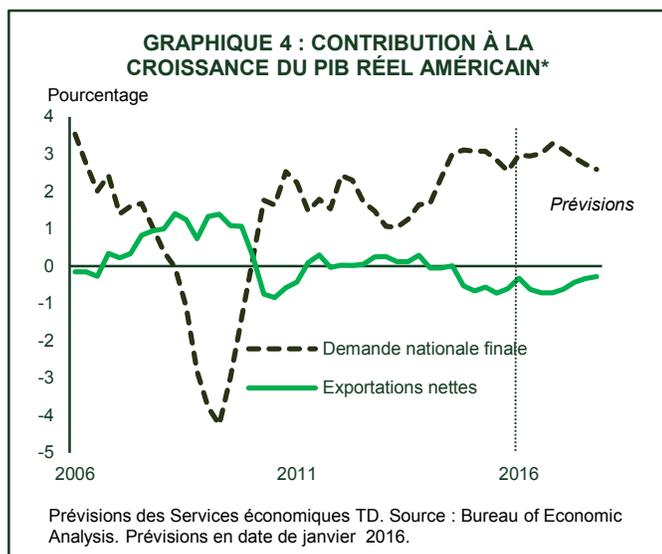
pétrole brut vers d'autres régions atténuera les pressions à la hausse sur les taux de chômage des premières et aidera à huiler les rouages de l'économie des secondes, notamment la Colombie-Britannique, l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.

Finalement, si la situation budgétaire varie énormément d'une province à l'autre, le gouvernement fédéral et un certain nombre de gouvernements provinciaux semblent prêts à dévoiler, au printemps, des budgets contenant d'ambitieux programmes d'investissement en infrastructures. Dans un contexte où les marchés de l'habitation et de l'immobilier commercial ont atteint ou dépassé leur sommet cyclique dans la plupart des principaux marchés canadiens, l'augmentation des dépenses en immobilisations des gouvernements prendra en partie le relais dans le secteur de la construction.

Le contexte macroéconomique laisse toujours présager un raffermissement de la croissance dans la plupart des provinces

À la mi-décembre, nous avons publié nos prévisions économiques trimestrielles pour le Canada, caractérisées par un optimisme prudent quant aux perspectives à court terme. Après un bon rebond au troisième trimestre de 2015, l'économie a terminé l'année sur un pied chevroting, d'après ce que montrent les données préliminaires pour le quatrième trimestre. Toutefois, comme l'économie des États-Unis exhibe des signes de résilience intérieure et que les prix du pétrole brut ont montré un semblant de stabilité – bien qu'à un creux d'environ 35-45 \$ US le baril –, le ralentissement en fin d'année devait laisser place à une période d'accélération graduelle de la croissance économique. Pour 2016, nous estimions que les gains du PIB réel canadien s'établiraient à 1,7 %, un chiffre revu à la baisse par rapport à nos prévi-





sions précédentes, mais supérieur au résultat estimatif de l'année dernière, soit 1,2 %.

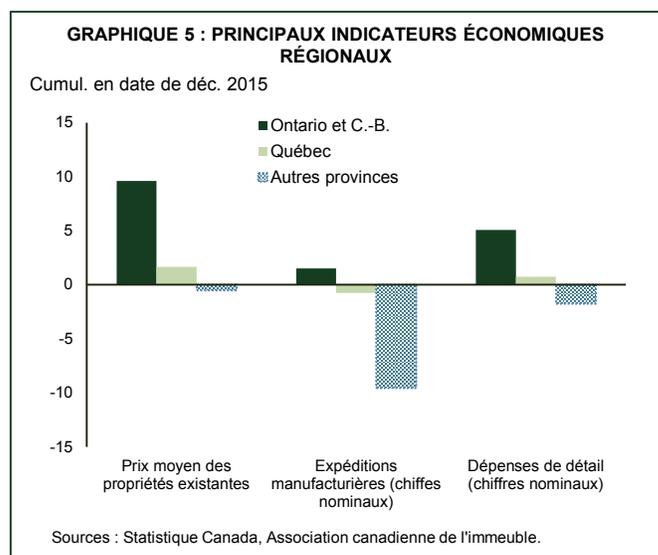
Depuis, une suite de mauvaises nouvelles sont venues nourrir un pessimisme croissant quant aux perspectives économiques nationales et provinciales. Les inquiétudes par rapport à la Chine sont revenues à l'avant-plan dans un contexte d'importantes pressions de vente sur le cours des actions et du yuan chinois. Ces inquiétudes se sont propagées aux marchés des produits de base, ce qui a tiré vers le bas les cours du pétrole brut jusqu'à des creux records en près de 12 ans, soit autour de 30 \$ US le baril au moment d'écrire ces lignes. De plus, les données sur les dépenses intérieures aux États-Unis – sur lesquelles repose un éventuel mouvement de la croissance canadienne vers une augmentation des exportations – laissent voir quelques fissures. Tous ces facteurs ont contribué à ramollir davantage le dollar canadien et ont alimenté les hypothèses relatives à une nouvelle baisse de taux de la Banque du Canada.

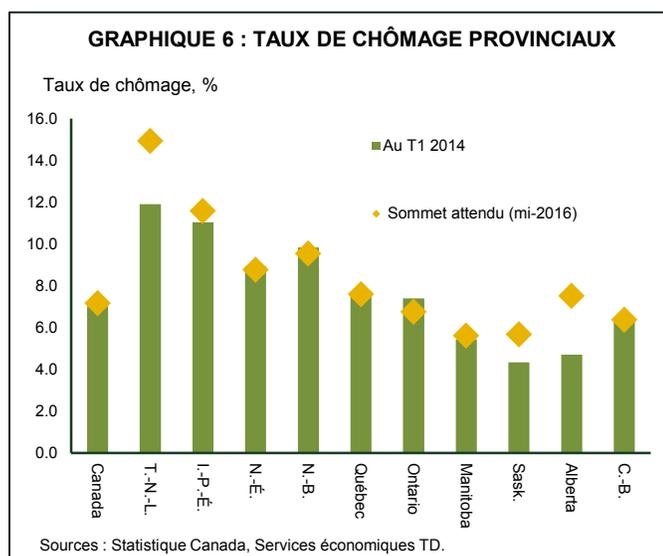
Considérant ces facteurs de risque accrus, nous avons rajusté légèrement à la baisse les prévisions de croissance du PIB réel canadien en 2016 à 1,5 %; nous n'avons cependant pas jeté l'éponge pour ce qui est des grands thèmes sous-tendant ces prévisions.

- Les récentes turbulences sur le marché chinois semblent tenir davantage de la confusion planant autour de la récente intervention du gouvernement chinois sur les marchés boursiers et des devises que de la santé sous-jacente de l'économie. En réalité, à l'exception du secteur manufacturier, l'économie chinoise a montré des signes de résilience depuis la précédente période de turbulence, en août 2015. Nous n'écarterons pas les importants risques baissiers que représente une économie chinoise fortement

endettée pour le reste du monde, mais nous croyons que ces récents soubresauts se résorberont, comme ils l'ont fait à la suite des événements de l'été dernier. Nous sommes toujours confiants dans nos prévisions de décembre quant à la croissance chinoise, à savoir qu'elle ralentira jusqu'à tout juste 6 % en 2016 – ce que l'on pourrait qualifier d'atterrissage en douceur.

- L'économie américaine fait mieux que ne le laissent croire certains grands titres. Une part importante de la mollesse au quatrième trimestre tenait à une réduction des stocks, au moment où la demande intérieure continuait de croître à un rythme estimatif de presque 2 %. La solide création d'emplois en décembre reflétait un bon élan des dépenses à l'approche de 2016, un facteur sur lequel nous comptons pour alimenter le mouvement prévu de la croissance des provinces vers les secteurs axés sur l'exportation. Les données vigoureuses du marché de l'emploi américain suggèrent également que la Réserve fédérale américaine relèvera à nouveau le taux des fonds fédéraux de 75 pdb cette année.
- L'apaisement des craintes liées à la Chine, le recul probable du dollar américain par rapport à ses hauteurs stratosphériques actuelles et les signes clairs d'une baisse de la production américaine de pétrole brut prépareront le terrain pour une remontée modeste des cours du Brent et du WTI. Nous sommes toujours d'avis que le prix du baril se stabilisera autour de 30 \$ US au premier trimestre de 2016, avant de remonter à environ 55 \$ US à la fin de l'année.
- À mesure que l'économie canadienne reprendra un élan graduel, les pressions sur la Banque du Canada relative-





ment à une nouvelle baisse de taux se dissiperont. Cependant, comme les taux américains à court terme continuent d'augmenter sans que les taux canadiens ne leur emboîtent le pas, le huard restera amorphe, autour de 0,705 \$ US en moyenne en 2016. À l'inverse, les taux d'intérêt canadiens à moyen et à long terme devraient remonter parallèlement aux taux américains. Cette remontée, jumelée aux changements annoncés récemment quant aux règles d'assurance des prêts hypothécaires, contribuera à refroidir graduellement certains des marchés régionaux de l'habitation les plus performants plus tard en 2016 et en 2017.

- À la lumière des récents vents contraires qu'a affrontés l'économie, les attentes relatives au prochain budget fédéral en 2016 se font plus fortes, à savoir que le gouvernement s'embarquerait dans un programme de dépenses de relance d'une ampleur encore plus importante que ce qui était présenté dans sa plateforme électorale. Certains gouvernements provinciaux pourraient alors l'imiter, ce qui représenterait un facteur de hausse bénéfique pour l'économie des provinces d'un océan à l'autre.

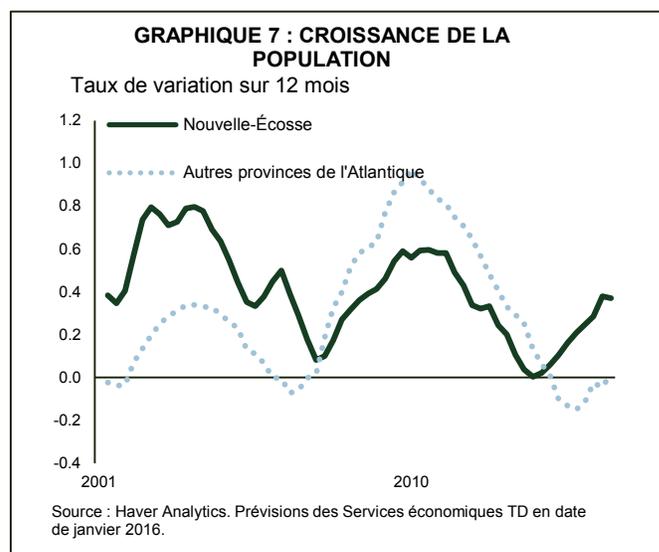
L'Ontario et la Colombie-Britannique en tête

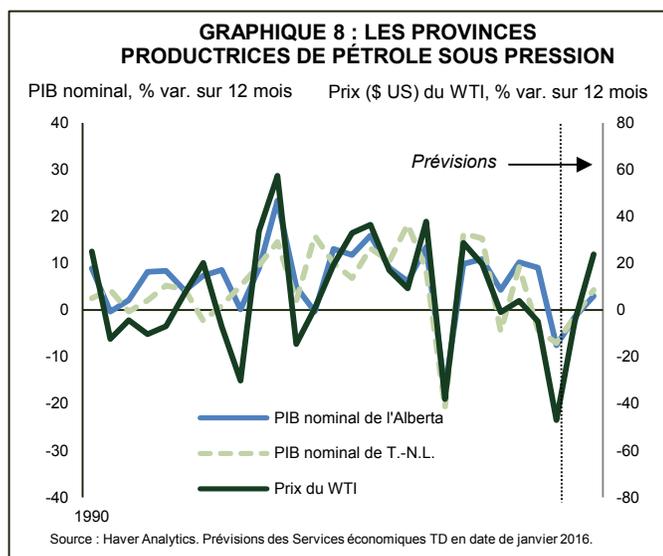
Parmi les provinces, ce sont l'Ontario et la Colombie-Britannique qui commencent l'année 2016 avec le meilleur élan. Le principal facteur différenciant ces provinces des autres est la croissance vigoureuse de leur marché de l'habitation, où les ventes élevées et une solide croissance des prix ont généralement soutenu l'économie. Ce fut particulièrement le cas de la Colombie-Britannique, où, d'après le dernier dénombrement en décembre 2015, la croissance

provinciale moyenne du prix des propriétés atteignait 11,3 % sur douze mois, comparativement à 7,7 % en Ontario. Sans surprise, la Colombie-Britannique a également bien fait du côté de plusieurs autres indicateurs liés aux ménages, comme les ventes au détail et la création d'emplois, qui ont toutes deux atteint un record en 2016.

Le rythme des activités sur le marché de l'habitation tant en Ontario qu'en Colombie-Britannique devrait ralentir quelque peu en 2016 et en 2017, en partie à cause de la hausse des taux d'emprunt à long terme et des récents changements apportés aux règles des prêts hypothécaires. Toutefois, d'autres segments de l'économie devraient prendre la relève en bonne partie. Plus important encore, le secteur manufacturier, le secteur du commerce de gros et celui du tourisme dans ces provinces semblent particulièrement bien placés pour profiter de l'augmentation de la demande américaine et de la faiblesse du dollar canadien. L'investissement lié à ces secteurs est prêt à connaître une expansion parallèle à l'augmentation des besoins en matière de capacités.

Les difficultés actuelles de l'Alberta représentent à la fois une malédiction et une bénédiction pour l'économie de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. Comme les flux commerciaux transfrontaliers de biens et services sont considérables, lorsque l'économie albertaine traîne de la patte, les effets se font ressentir chez les fournisseurs des deux provinces. D'un autre côté, l'Ontario et surtout la Colombie-Britannique devraient profiter, au cours des quelques prochaines années, d'un accroissement de l'immigration interprovinciale de travailleurs, ce qui soutiendra leur secteur du commerce de détail, leur marché de l'habitation et leur marché de l'emploi.





Une croissance de l'ordre de 1 à 2 % dans la moitié des provinces

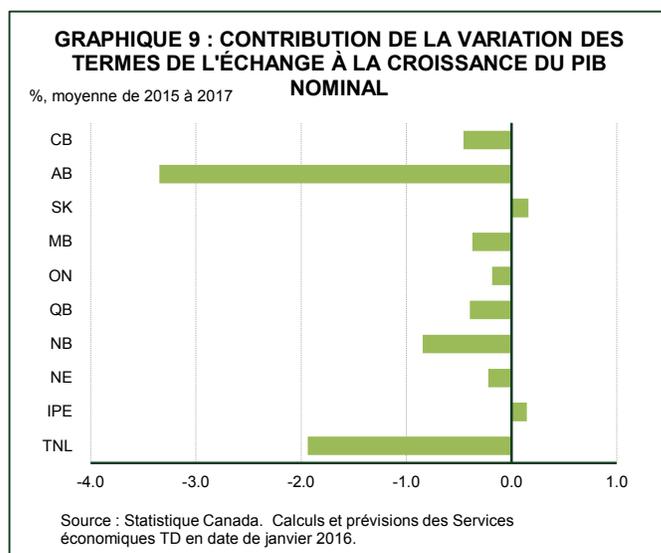
L'économie des autres provinces consommatrices de pétrole, soit le Québec, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, devrait connaître une expansion se situant à mi-chemin entre 1 % et 2 % en 2016 et 2017. Parmi ces provinces, le Québec possède un léger avantage pour ce qui est des perspectives de croissance. Après s'être bien débrouillée du côté de la création d'emplois en 2015, la province devrait atteindre un rythme plus rapide que la moyenne canadienne pour une deuxième année de suite en 2016. Dans un tel contexte, les ventes de propriétés devraient diverger de la moyenne nationale et enregistrer des gains pour l'année à venir. L'augmentation de la demande en provenance des États-Unis et de l'Europe insufflera une poussée au secteur manufacturier de la province, dont la performance a été indéniablement décevante au cours des derniers mois. Porté par le succès que représente l'élimination du déficit ces dernières années, le gouvernement du Québec devrait favoriser tant la confiance que la croissance économique pendant la période couverte par nos prévisions.

Après s'être débattues l'an dernier, les économies de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard semblent en bonne position pour améliorer leur performance en 2016, notamment du côté du marché de l'emploi. En Nouvelle-Écosse, une reprise des activités de construction, partiellement nourrie par le travail à l'année que procure l'important contrat de construction navale avec le gouvernement fédéral, soutiendra la croissance. La population de la province paraît bénéficier d'une augmentation de l'immigration

en provenance d'autres provinces de l'Atlantique, ce qui représentera un apport utile à l'économie à court terme. À l'Île-du-Prince-Édouard, l'activité dans le secteur de la construction et le secteur manufacturier devrait connaître une progression, et les deux provinces profiteront probablement d'un secteur touristique vigoureux.

Tout comme ses homologues de l'Atlantique, le Nouveau-Brunswick a ressenti l'impact, sur son économie, du vieillissement de la population et d'autres facteurs démographiques défavorables ayant sévèrement nui à la performance de ses marchés de l'emploi et de l'habitation. En effet, l'emploi a connu un recul modeste pour la deuxième année consécutive en 2015. Malgré tout, le Nouveau-Brunswick pourrait profiter d'une reprise cyclique en 2016. Les exportations se sont améliorées et la création d'emplois sur douze mois est repassée en territoire positif. La province continue de dépendre de son secteur des biens, axé sur l'exportation, et l'augmentation de la demande européenne et américaine devrait donc stimuler la production en 2016. Les exportations de produits alimentaires devraient mener le bal. Des gains soutenus sont également attendus du côté du commerce de détail et de la vente de propriétés.

Au Manitoba, le secteur des biens semble sur le point de gagner en vitesse cette année, mené par une solide progression dans le secteur manufacturier ainsi que dans les secteurs de la construction non résidentielle et de l'agriculture. Le marché manitobain de l'emploi a enregistré un solide rebond en 2015, ce qui offrira un bon soutien aux dépenses des ménages. Toutefois, les plus récentes données sur l'emploi suggèrent que la forte croissance du taux d'emploi a commencé à ralentir pour atteindre un rythme plus près de la tendance générale de l'économie. La forte dépendance du



Manitoba envers son secteur pétrolier ces dernières années, de même que ses liens solides avec les provinces des Prairies voisines, en difficulté, limiteront la croissance; cependant, la hausse des exportations hors énergie vers les États-Unis offrira un certain contrepoids.

Les ajustements dans les provinces productrices de pétrole se poursuivront

Les provinces productrices de pétrole continueront à faire face à des vents contraires cette année. Une partie des effets de la faiblesse des cours du pétrole sur l'investissement s'estomperont vraisemblablement au cours de la prochaine année; cependant, les conséquences décalées du choc de revenu induit par les prix des produits de base sur l'ensemble de l'économie, auxquelles s'ajoute la lente remontée attendue des cours pétroliers, limiteront la vitesse de reprise. Les taux de chômage devraient atteindre de nouveaux sommets dans l'année qui vient, avant de reculer légèrement en 2017.

Parmi les trois principales provinces productrices de pétrole au Canada, la Saskatchewan est celle qui devrait connaître la récession la plus courte et la moins prononcée. Son économie profite d'un secteur des produits de base relativement diversifié, qui continuera d'offrir une certaine protection contre le coup porté par la dégringolade des prix du pétrole brut. Par exemple, la production de potasse a connu une forte poussée ces derniers mois, ce qui a atténué une partie des effets de la baisse des activités dans le secteur pétrolier. En dépit de cette diversité, l'activité sur le marché de l'habitation de la province a connu un recul marqué, et tandis que la chute des ventes devrait plafonner cette année, l'offre excédentaire sur le marché se traduira probablement par de persistantes pressions à la baisse sur les prix. De façon générale, nous nous attendons à ce que la croissance du PIB réel redevienne positive en 2016, quoique seulement légèrement, tandis que la création d'emplois restera relativement stagnante.

La récession en Alberta devrait se poursuivre au premier semestre de 2016, ce qui poussera le taux de chômage vers les 7,5 % – un taux qui excède le sommet atteint pendant la crise de 2008-2009. Le sombre portrait économique de la province comporte toutefois quelques notes positives. L'emploi dans certains domaines du secteur des services, notamment les soins de santé, l'éducation, l'information et la culture, a connu une croissance, et les prix des propriétés n'ont pas perdu autant de plumes que certains ne le craignaient. Malgré tout, la vigueur dans ces secteurs ne résistera probablement pas, dans les prochains mois,

aux répercussions des difficultés du secteur pétrolier sur l'ensemble de l'économie. Nos prévisions faisant état d'un retour de la croissance d'ici 2017 se basent sur nos attentes relatives à une remontée graduelle des cours du WTI et du pétrole lourd plus tard cette année, ainsi qu'à un assouplissement correspondant dans les coupes aux dépenses en immobilisations. Malgré le large déficit avec lequel il est aux prises, le gouvernement de l'Alberta prévoit investir dans les infrastructures cette année, ce qui devrait atténuer les répercussions d'un nouveau recul de l'investissement privé.

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador est confrontée à une période particulièrement difficile : le choc induit par la faiblesse des prix du pétrole se fait ressentir en même temps qu'une raréfaction de l'investissement dans un important projet d'énergie renouvelable et non renouvelable, ce qui porte un double coup aux perspectives économiques de la province. La réduction des dépenses en immobilisations fortement liées à l'emploi se fera particulièrement ressentir sur le marché de l'emploi, qui devrait connaître un nouveau recul important en 2016, ce qui nuira aux dépenses des ménages. Sur une note plus positive, la production pétrolière devrait se stabiliser, ce qui éliminera l'une des principales sources de contraintes pour l'économie, et de nouveaux projets de minerai de fer et de nickel pourraient favoriser la production non énergétique. Finalement, malgré les difficultés qu'elle connaît actuellement, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador continue de compter sur d'importants atouts à plus long terme, notamment ceux liés à la production hydroélectrique.

En conclusion

Le début de 2016 est marqué par un pessimisme croissant quant aux perspectives économiques à court terme partout au Canada. En dépit des révisions à la baisse de l'ensemble de nos prévisions, nous sommes toujours d'avis que la plupart des provinces réussiront à aller chercher une croissance économique et une création d'emplois nette modestes en 2016 et en 2017. Espérons que d'ici la fin de l'année, un vent de reprise soufflera sur les provinces qui ont été durement touchées par la dégringolade des cours du pétrole brut.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES PROVINCIALES

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	2.2	2.5	1.2	1.5	1.8
T.N.L.	5.8	-2.0	-2.1	-1.0	0.3
Î.P.É.	2.0	1.5	0.9	1.6	1.9
N.É.	0.0	0.6	1.0	1.5	1.7
N.B.	0.4	-0.3	0.6	0.9	0.7
Québec	1.2	1.5	1.5	1.7	1.8
Ontario	1.3	2.7	2.5	2.2	2.0
Manitoba	2.4	2.3	1.3	1.7	2.0
Sask.	5.8	1.9	-0.9	0.9	1.6
Alberta	5.1	4.8	-1.2	-0.3	1.2
C.B.	2.1	3.2	2.2	2.5	2.1

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) NOMINAL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	3.8	4.3	0.9	2.5	3.8
T.N.L.	9.2	-4.2	-6.0	-2.2	4.3
Î.P.É.	3.8	3.8	4.1	2.8	3.4
N.É.	2.0	1.3	2.0	2.8	3.7
N.B.	0.4	0.6	1.4	1.1	1.7
Québec	2.0	2.5	3.6	3.0	3.5
Ontario	1.9	4.1	3.4	3.9	4.0
Manitoba	3.5	3.5	1.8	2.7	3.9
Sask.	7.1	-0.9	-2.4	2.9	5.2
Alberta	10.2	9.1	-7.1	-2.0	3.0
C.B.	2.3	4.7	3.2	4.3	4.4

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

EMPLOI					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	1.4	0.6	0.9	0.6	0.6
T.N.L.	1.1	-1.9	-1.1	-1.3	0.2
Î.P.É.	1.6	-0.4	-0.9	0.4	0.1
N.É.	-1.0	-1.1	0.0	0.3	0.4
N.B.	0.2	-0.2	-0.4	0.0	0.1
Québec	1.2	-0.1	1.0	0.9	0.9
Ontario	1.8	0.8	0.7	0.9	0.5
Manitoba	0.7	0.1	1.6	0.4	0.6
Sask.	2.9	1.0	0.5	-0.5	0.1
Alberta	2.4	2.2	1.3	-1.2	0.3
C.B.	0.1	0.6	1.3	1.8	0.7

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

TAUX DE CHÔMAGE					
Annuel, pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	7.1	6.9	6.9	7.1	7.0
T.N.L.	11.6	11.9	12.8	14.6	14.6
Î.P.É.	11.6	10.6	10.5	10.5	10.4
N.É.	9.1	9.0	8.6	8.7	8.5
N.B.	10.3	9.9	9.8	9.4	9.6
Québec	7.6	7.7	7.6	7.6	7.5
Ontario	7.6	7.3	6.8	6.8	6.7
Manitoba	5.4	5.4	5.6	5.7	5.4
Sask.	4.1	3.8	5.0	5.7	5.4
Alberta	4.6	4.7	5.9	7.4	6.9
C.B.	6.6	6.1	6.1	6.3	6.2

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	0.9	1.9	1.1	1.6	1.9
T.N.L.	1.7	1.9	0.4	1.4	1.6
Î.P.É.	2.0	1.6	-0.7	1.5	1.8
N.É.	1.2	1.7	0.4	1.6	2.0
N.B.	0.8	1.5	0.5	1.4	1.8
Québec	0.8	1.4	1.1	1.6	1.9
Ontario	1.1	2.3	1.2	1.7	2.0
Manitoba	2.3	1.8	1.2	1.7	1.9
Sask.	1.4	2.4	1.6	1.4	1.6
Alberta	1.4	2.6	1.1	1.2	1.5
C.B.	-0.1	1.0	1.0	1.6	1.9

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

COMMERCE DE DÉTAIL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	3.2	4.6	2.2	3.3	3.0
T.N.L.	5.0	3.4	0.4	-0.5	1.2
Î.P.É.	0.8	3.3	1.8	2.2	3.2
N.É.	2.9	2.3	-0.6	1.2	2.9
N.B.	0.7	3.8	2.7	1.9	2.2
Québec	2.5	1.7	0.7	2.2	3.5
Ontario	2.3	5.0	4.8	5.1	3.0
Manitoba	3.9	4.3	1.1	1.9	3.1
Sask.	5.1	4.6	-3.4	1.1	2.9
Alberta	6.9	7.5	-3.3	-0.2	2.5
C.B.	2.4	5.6	6.9	6.2	3.3

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER					
Milliers d'unités					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	187.9	189.2	193.7	177.9	168.3
T.N.L.	2.9	2.2	1.8	1.5	1.4
Î.P.É.	0.6	0.5	0.5	0.6	0.6
N.É.	3.9	3.0	3.9	3.7	4.1
N.B.	2.8	2.3	1.9	2.1	2.2
Québec	37.6	39.3	36.9	38.0	39.1
Ontario	60.9	58.6	68.9	60.1	56.9
Manitoba	7.5	6.2	5.6	6.2	6.1
Sask.	8.3	8.3	5.2	3.9	2.7
Alberta	36.1	40.5	37.5	30.8	27.5
C.B.	27.1	28.3	31.5	31.0	27.7

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : SCHL / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER					
Variation en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	-12.5	0.7	2.4	-8.1	-5.4
T.N.L.	-26.3	-23.6	-19.0	-15.3	-6.7
Î.P.É.	-33.2	-19.3	4.9	7.6	3.4
N.É.	-14.4	-22.0	27.2	-4.5	10.8
N.B.	-13.4	-18.9	-15.0	10.0	4.2
Québec	-20.3	4.5	-6.3	3.1	2.9
Ontario	-21.4	-3.8	17.6	-12.8	-5.3
Manitoba	2.6	-17.6	-9.5	10.9	-1.6
Sask.	-17.1	0.2	-37.3	-24.8	-30.8
Alberta	8.2	12.4	-7.4	-17.9	-10.7
C.B.	-1.5	4.5	11.3	-1.5	-10.6

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Sources : SCHL / Haver Analytics.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES					
Milliers d'unités					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	456.5	479.9	504.2	488.6	463.1
N. & L.	4.3	4.1	4.2	3.9	4.0
P.E.I.	1.4	1.4	1.7	1.7	1.7
N.S.	9.1	8.9	9.2	8.9	9.1
N.B.	6.3	6.3	6.7	7.2	7.2
Québec	71.2	70.6	74.2	78.3	78.7
Ontario	197.4	204.7	224.5	214.4	200.9
Manitoba	13.7	13.8	14.0	13.6	13.7
Sask.	13.5	13.9	12.4	11.3	11.3
Alberta	66.1	71.8	56.5	46.3	46.7
B.C.	72.9	84.0	102.5	102.9	89.7

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES					
Variation en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	0.7	5.1	5.1	-3.1	-5.2
T.N.L.	-7.5	-4.7	3.6	-7.1	0.8
Î.P.É.	-11.8	-3.1	20.4	2.3	2.4
N.É.	-12.4	-2.3	2.5	-2.9	2.2
N.B.	-1.9	-0.1	6.5	7.1	0.2
Québec	-8.0	-0.8	5.1	5.5	0.5
Ontario	0.3	3.7	9.6	-4.5	-6.3
Manitoba	-1.2	0.3	1.8	-2.8	0.8
Sask.	-2.4	2.5	-10.8	-8.3	-0.3
Alberta	9.5	8.6	-21.3	-17.9	0.8
C.B.	7.8	15.2	22.0	0.3	-12.8

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS					
Milliers de \$C					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	381.7	407.0	438.2	449.4	441.5
T.N.L.	283.7	284.3	276.3	259.0	258.4
Î.P.É.	155.1	165.1	164.1	170.7	172.7
N.É.	216.3	213.2	217.9	217.8	220.6
N.B.	161.4	161.1	159.5	162.2	164.1
Québec	267.7	271.4	275.9	282.9	285.4
Ontario	401.2	429.2	461.4	472.0	467.8
Manitoba	260.7	264.7	268.1	263.3	267.4
Sask.	287.5	298.0	296.1	279.6	276.1
Alberta	380.2	399.8	391.4	378.2	383.1
C.B.	537.6	570.2	637.0	674.5	674.2

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS					
Variation en pourcentage					
	2013	2014	2015E	2016P	2017P
CANADA	5.6	6.6	7.7	2.6	-1.7
T.N.L.	5.4	0.2	-2.8	-6.2	-0.2
Î.P.É.	1.6	6.4	-0.6	4.0	1.2
N.É.	-0.9	-1.4	2.2	0.0	1.3
N.B.	1.3	-0.2	-0.9	1.7	1.2
Québec	1.2	1.4	1.7	2.5	0.9
Ontario	5.1	7.0	7.5	2.3	-0.9
Manitoba	5.7	1.5	1.3	-1.8	1.5
Sask.	4.5	3.6	-0.6	-5.6	-1.3
Alberta	5.0	5.2	-2.1	-3.4	1.3
C.B.	4.8	6.1	11.7	5.9	0.0

P : Prévission des Services économiques TD, janvier 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.